



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

pm1-8800290-ap

PREFECTURE DES VOSGES

Direction Départementale des Territoires

*Service Environnement et Risques
Bureau de la Prévention des Risques*

ARRÊTÉ N° 492/2010/DDT

**portant approbation
du Plan de Prévention des Risques
« inondations » de la rivière la Meurthe
sur les communes de:**

Anould, Saint-Léonard, Saulcy-sur-Meurthe, Sainte-Marguerite,
Saint-Dié des Vosges, Saint-Michel-sur-Meurthe, La Voivre, Nompatelize,
Etival-Clairefontaine, Moyenmoutier et Raon l'Etape.

**Le Préfet des Vosges,
Chevalier de La Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;

VU le livre II nouveau du code rural modifié ;

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;

VU le SDAGE Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, et son annexe sur les inondations de plaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 509/09/DDEA en date du 6 novembre 2009 prescrivant la révision du PPRi de la Moselle sur les communes de Anould, Saint-Léonard, Saulcy sur-Meurthe, Sainte-Marguerite, Saint-Dié des Vosges, Saint-Michel-sur-Meurthe, La Voivre, Nompatelize, Etival-Clairefontaine, Moyenmoutier et Raon l'Etape ;

Article 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans le journal « Vosges Matin ».

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs et informations officielles de la Préfecture des Vosges .

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- x aux mairies des 11 communes concernées,
- x au siège de la Communauté de communes du Ban d'Etival ,
- x au siège de la Communauté de communes des Hauts Champs ,
- x au siège de la Communauté de communes du Pays de Senones ,
- x au siège de la Communauté de communes de la Fave et de la Meurthe ,
- x au siège de la Communauté de communes du Val de Meurthe
- x au siège de la Communauté de communes de la vallée de la Plaine
pour affichage pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe aux maires et aux Présidents des EPCI concernés et est certifié par eux.

Article 6 :

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les Mairies et au siège des EPCI concernés ainsi qu'en Préfecture.

Article 7 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental des territoires, Mmes et Mrs les Maires des communes concernées et Présidents des communautés de communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

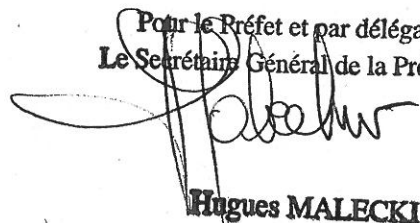
Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Vosges – Direction Départementale des Territoires, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai (1).

Epinal, le **24 DEC. 2010**

Le Préfet des Vosges

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Hugues MALECKI

(1) Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'information établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.

Ces fiches seront adressées gratuitement, sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, C.O. N° 38, 54036 NANCY Cedex – Tél. : 03.83.17.43.43.